



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

Communiqué du SNESup

Les universités confinées jusqu'à nouvel ordre : une décision arbitraire et lourde de conséquences

Lors de son allocution du mardi 24 novembre, le Président de la République a annoncé que les universités ne pourraient accueillir tou·tes les étudiant·es qu'à partir du 4 février prochain. Cette décision, prise une nouvelle fois sans concertation et sans qu'aucune justification ne soit donnée, aggravera encore les difficultés pédagogiques, matérielles et psychologiques des étudiant·es, mais également de leurs enseignant·es. Le SNESUP-FSU ne peut accepter ce choix lourd de conséquences à court et moyen terme.

Comment peut-on justifier sur le plan sanitaire que les universités soient les dernières à rouvrir, après les restaurants, les salles de sport... et bien après les commerces et les lieux de culte ! Tout se passe comme si l'enseignement en mode "dégradé" à distance, que nous avons été contraint·es de mettre en place, réglait tous les problèmes. Comme si les universités ne rencontraient aujourd'hui aucune difficulté, ni pour les activités d'enseignement, ni pour les activités de recherche ? Il n'en est rien. Faut-il le répéter ? Les modalités actuelles d'enseignement produisent des effets psychologiques délétères qui risquent de se prolonger largement au-delà de la crise sanitaire. Elles ne font qu'accroître les inégalités déjà très grandes entre les étudiant·es. Pourquoi les élèves des CPGE ou encore de STS ont-ils/elles pu continuer à suivre leurs enseignements comme à l'accoutumée alors que les étudiant·es de licence et de master sont assigné·es à résidence, devant leurs écrans ? Comment la dimension collective du travail pédagogique et du travail scientifique peut-elle continuer à se développer dans ces conditions ?

Il est absolument nécessaire que nous puissions rapidement retrouver les étudiant·es en chair et en os et reprendre contact avec elles et eux, même en mode « dégradé » et en demi-jauge, pour pouvoir commencer le second semestre sur des bases stables, dans de meilleures conditions, et empêcher, tant qu'il est encore temps, un "décrochage" massif.

Le SNESUP-FSU rappelle au ministère la promesse (non tenue) faite fin octobre aux organisations syndicales d'une rencontre hebdomadaire sur le sujet pour discuter collectivement des solutions.

Il rappelle sa demande (également sans réponse) d'une réévaluation du budget alloué aux établissements pour faire face aux coûts supplémentaires occasionnés par la crise sanitaire.

Il demande enfin que s'organise, dès maintenant et dans des conditions sanitaires sécurisées, un retour progressif des étudiant·es et des enseignant·es dans les murs des universités pour qu'elles redeviennent des lieux de vie, d'études et de travail. Il en va de la santé de toutes et de tous et de l'avenir d'une génération d'étudiant·es.

